Construire l'avenir : une nouvelle vision des relations entre société civile et le G7

Préambule

Les dirigeant·e·s mondiaux se sont rencontré·e·s les 8 et 9 juin à Charlevoix, Québec, lors du Sommet du G7 (Groupe des 7) afin d'aborder les enjeux internationaux les plus pressants tels que la croissance inclusive, l'égalité des genres, la paix et la sécurité, les emplois de l'avenir, le changement climatique et la santé de notre planète. Le G7 peut jouer un rôle important en insufflant de nouveaux paradigmes a l'échelle mondiale et en utilisant le pouvoir et la position de ses membres afin de mettre en avant des enjeux négligés, de provoquer des changements politiques et d'affecter des ressources financières.

L'engagement des organisations de la société civile (OSC) est devenu une composante essentielle du procédé du G7. Les OSC sont un élément important du système international et de son infrastructure. Elles stimulent l'action, mobilisent des ressources et mettent en place des programmes, génèrent des preuves et promeuvent le changement, tiennent les gouvernements responsables de leurs actions ou de leur inaction. Dans la perspective du G7, les OSC permettent de mettre en relation les dirigeant·e·s et décideur·euse·s de certaines économies les plus avancées et les organisations qui travaillent directement avec les communautés locales nationales et à l'étranger. Les OSC apportent de la valeur ajoutée en intégrant aux conversations des avis et des expériences plus divers, en cassant les silos et en identifiant les intersectionnalités, et en offrant des expertises, des idées et des solutions extérieures. Les OSC présentent des conceptions audacieuses et ambitieuses pour un monde plus juste, durable et sécuritaire et poussent les dirigeant·e·s mondiaux à les suivre.

Les 28 et 29 mai 2018, dix jours avant le sommet du G7, des représentant·e·s de la société civile de la plupart des pays du G7 se sont rassemblé·e·s à Ottawa pour répondre à deux questions. Premièrement, quel est le meilleur processus afin d'engager les OSC d'une manière plus constructive qui place la société civile comme une ressource et un partenaire de premier rang ? Deuxièmement, comment mettre cela en pratique ?

Ce document présente les réponses à ces questions.

Un nouveau partenariat avec la société civile pour le G7

Toutes les parties prenantes ont un rôle à jouer afin de réaliser les ambitions des objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2030. La société civile demande aux dirigeant·e·s du G7 de s'engager à construire un partenariat productif, significatif, collaboratif et bénéfique pour les deux parties. Ce partenariat doit respecter l'indépendance et l'autonomie, le rôle et l'expertise de la société civile, il doit promouvoir des solutions diversifiées, inclusives, durables, multigénérationnelles et intersectionnelles.

Un engagement cohérent, itératif et sincère entre les OSC et le G7 fixe des conditions propices pour que la société civile puisse effectivement suivre les promesses prises au sein du G7, ainsi que leurs propres

priorités, et puisse continuer à promouvoir des solutions basées sur les besoins des communautés sur le plan local, national, régional et international.

La présidence canadienne du G7 a instauré un degré élevé de collaboration avec les organisations de la société civile et les membres du G7. Les OSC demandent aux dirigeant·e·s du G7 de poursuivre et d'approfondir ce niveau d'engagement lors des prochaines présidences.

Ce cadre de structure des interactions entre les OSC et le G7 prépare le terrain pour travailler avec la société civile sur des enjeux et politiques spécifiques et sur la formulation de l'agenda afin qu'ils puissent refléter plus précisément les réalités, défis et progrès vécus sur le terrain.

Normes pour une relation productive et significative

La base pour une relation productive et solide entre la société civile et le G7 comprend les principes de continuité, d'engagement, d'inclusion et de transparence :

1. Continuité sur le long-terme quant aux progrès, procédé et contenu.
2. Engagement quant à un dialogue cohérent avec les décideur·euse·s politiques de haut-niveau et les bureaucraties.
3. Promotion de plusieurs espaces inclusifs pour inclure des idées et des perspectives différentes.
4. Transparence et redevabilité des informations et des procédés grâce à une communication ouverte.

Ces quatre conditions sont interdépendantes et permettent de créer un environnement favorable à la construction d'une telle relation.

Plus spécifiquement, les organisations de la société civile demandent aux dirigeant·e·s du G7 de s'engager à :

1. Continuité sur le long-terme quant aux progrès, procédé et contenu.

- Organiser une passation en temps opportun entre les présidences du G7 qui inclut la société civile et comprend :
  - Une évaluation par les organisations de la société civile des progrès réalisés lors des réunions ministérielles et du Sommet en soi par rapport aux recommandations des OSC. La présidence suivante et celle de l'année N+2 devront aussi être notifiées des enjeux qui n'ont pas été pris en compte, ainsi que des enseignements tirés par rapport au processus et au contenu des discussions.
  - Un rendez-vous entre le Sherpa actuel, la communauté des différents groupes d'engagement « 7 », des représentant·e·s gouvernementaux·ales et de la société civile de la prochaine présidence afin de partager les conclusions et expertises engrangées lors de la présidence.
- Au début de chaque présidence, développer un plan d'action pour l'engagement de la société civile en utilisant les acquis des présidences précédentes. Ce plan d'action doit être transparent, financé et évalué de manière continue et doit assurer l'inclusion de tous·tes les acteur·rice·s de la société civile engagé.e.s dans le processus du G7.
- Le partenariat avec les OSC doit incorporer une perspective féministe et doit inclure au cœur de son action les principes d'égalité de genre.

2. **Engagement quant à un dialogue cohérent avec les décideur·euse·s politiques de haut-niveau et les bureaucraties**
   - Cocréer un calendrier et une stratégie de liaison avec les groupes d'engagement dès janvier afin d'identifier les moments clés et la façon d'engager de manière significative les différent·e·s acteur·rice·s de la société civile tout au long de la présidence.
   - Favoriser un dialogue continu, de manière virtuelle ou physique, dans chaque pays du G7 entre les OSC et les personnels politiques clés sur les thématiques pertinentes de la présidence.
   - Mettre en place des consultations thématiques sur les points de l'agenda dans chaque pays membre du G7. Ces consultations doivent être à double sens et doivent permettre un réel échange d'idées et d'expertise. Elles doivent être menées de façon à encourager une meilleure intersection entre les enjeux et les participants. Elles doivent aussi être une part intégrante des segments ministériels.
   - Assurer la participation du ou de la chef·fe d'État de la présidence et des ministres pertinent·e·s lors des réunions formelles des groupes d'engagement du C7.

3. **Promotion de plusieurs espaces inclusifs pour inclure des idées et des perspectives différentes**
   - S'assurer que l'engagement des acteur·rice·s de la société civile est diversifié, intersectionnel, intersectoriel, et qu'il inclut une variété d'acteur·rice·s sur les enjeux qui s'alignent sur les thèmes du G7.
   - Encourager l'inclusion dans les consultations et toutes formes de dialogue pré-Sommet des organisations et mouvements formels et informels de la société civile nationale et internationale, et spécifiquement les groupes impactés par les décisions en lien avec les thèmes du G7 et qui représentent les groupes les plus vulnérables.
   - Assurer un engagement avec un large éventail de partenaires de pays non membres du G7. Inviter des chef·fe·s d'État ou des représentant·e·s de haut-niveau au Sommet seulement n'est pas suffisant.
   - Promouvoir des espaces d'engagement multiples et variés lors desquels les organisations et les individus pourront s'exprimer et donner leur avis, par exemple grâce à des portails en ligne, les réseaux sociaux, des réunions physiques.
   - Favoriser un environnement qui permette à chacun et chacune de s'exprimer de façon pacifique.

4. **Transparence et redevabilité des informations et des procédés grâce à une communication ouverte**
   - Les dirigeant·e·s du G7 pendant chaque présidence doivent être le plus transparent possible, communiquer les bonnes informations en temps opportun sur les rendez-vous, le calendrier de la présidence, les possibilités de discussion sur l'agenda.
   - Les Sherpas doivent rencontrer régulièrement les OSC et partager autant que possible les conclusions de chaque réunion, ainsi que les premières versions des communiqués en amont pour commentaires.
   - En se basant sur les évaluations préparées par les OSC, la présidence du G7 doit mettre en place un mécanisme de redevabilité plus solide qui tient réellement les dirigeant·e·s et les ministres du G7 redevables de leurs promesses. Les rapports de redevabilité du G7 doivent inclure les réflexions des OSC et doivent prévoir un droit de réponse.

Les partenariats entre les réseaux de la société civile

Les organisations de la société civile s'engageront à la collaboration et l'harmonisation entre les différents réseaux dans le cadre du G7, notamment :

- Le partage d'information entre les représentant·e·s des OSC engagé·e·s dans le suivi du G7, dont un accompagnement informel entre les OSC impliquées dans la présidence actuelle, N-1 et N+1 afin d'assurer une continuité de processus et de contenu.
- Un cadre formel de suivi mis en place par la société civile pour évaluer les progrès, les actions et les résultats en lien avec les recommandations proposées pour les réunions ministérielles pertinentes et pour le Sommet. Les résultats seront partagés avec les organisateur·rice·s successif·ve·s des C7 et les différents groupes d'engagement.
- L'identification des parties prenantes pertinentes au sein du pouvoir politique de manière continue. Une communication continue sur les points de politiques pertinents quant au programme et aux promesses du G7.

* * *

La société civile évaluera les futures présidences du G7 selon ces critères afin de déterminer leur niveau d'engagement pour un partenariat significatif avec les OSC.